

6. Se faire entendre

Renforcer le pouvoir des femmes pauvres en Grande-Bretagne



Des femmes participent à une formation afin de renforcer leur confiance et d'améliorer l'alphabétisation économique

Bien que le Royaume-Uni soit un pays développé, près de 25% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes font face à des niveaux plus élevés de pauvreté que les hommes, tout comme ailleurs dans le monde. Pour surmonter la pauvreté au Royaume Uni, il est indispensable d'encourager et de soutenir les femmes pauvres afin qu'elles puissent partager leurs expériences et prendre la parole contre les inégalités auxquelles elles sont confrontées. À la lumière de cela, Oxfam GB a collaboré avec des organisations partenaires pour permettre aux femmes de rencontrer et d'influencer les fonctionnaires et politiciens qui prennent les décisions ayant un impact sur leur vie.

Contexte

Oxfam GB a mis en place son Programme de lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni vers le milieu des années 1990. Dès le début, il fut décidé que l'inégalité entre les sexes serait le centre d'intérêt. En effet, même dans un pays aussi riche, les femmes ont plus de probabilité que les hommes de devoir faire face à la pauvreté à un moment donné de leur vie¹. Les femmes seules pensionnées ont plus de probabilité de vivre dans la pauvreté que les hommes seuls pensionnés². Une combinaison de facteurs, dont la ségrégation professionnelle et le fait que les femmes occupent plus souvent des emplois à temps partiel que les hommes, en raison de leurs responsabilités de garde d'enfants non rémunérées, fait que les revenus des femmes sont en moyenne plus bas que ceux des hommes³. De plus, les femmes qui élèvent des enfants seules ont du mal à payer des gardes d'enfants pour pouvoir aller travailler.

La pauvreté des femmes au Royaume-Uni est souvent due, non pas à la discrimination directe à l'encontre des femmes, mais au fait que le parcours de nombreuses femmes ne correspond pas aux systèmes de rémunération basée sur les résultats utilisés par les organisations ni à la manière dont les pensions et autres allocations de l'État sont calculées. Par exemple, les femmes prennent davantage que les hommes des périodes de congé pour avoir des enfants et les élever, ce qui a un impact sur leur Assurance nationale et leurs contributions au régime des pensions et, par conséquent, sur leur droit aux allocations de l'État⁴. Les filles ont les mêmes opportunités d'éducation que les garçons et ont souvent de meilleurs résultats. Mais, une fois sorties de l'école, les filles provenant de familles économiquement désavantagées (et les femmes qu'elles deviendront) sont confrontées non seulement à des barrières structurelles liées au genre qui limitent leurs possibilités d'accéder à un emploi rémunéré et aux allocations de l'État, mais également à des idées préconçues sur ce que les femmes peuvent et ne peuvent pas faire. Ces idées préconçues, de même que le manque de confiance en soi auquel font face bon nombre de femmes vivant dans la pauvreté, sont aussi difficiles à surmonter au Royaume-Uni que partout ailleurs dans le monde.

Comprendre ce contexte permet de se rendre compte à quel point il est important, pour lutter contre la pauvreté, de donner aux femmes assez de confiance en elles pour lutter contre leur situation économique et contre les structures et les forces qui les maintiennent dans cette situation. Dès le début, le programme d'Oxfam GB au Pays de Galles, dans le nord de l'Angleterre et en Écosse a reconnu l'importance du renforcement de la confiance des femmes afin de les aider à comprendre comment les structures de la société et de l'économie les enferment dans la pauvreté, et afin de les aider à renverser la situation à leur avantage en se mobilisant pour faire changer les politiques qui sous-tendent ces inégalités structurelles. À

moins que les femmes soient à même de prendre les devants, de manière individuelle ou collective, rien ne changera, même dans un pays si développé.

Tout au long de cet article, nous reflétons les approches qui, selon Oxfam GB, sont fructueuses, celles qui le sont moins, ainsi que les leçons sur la façon de soutenir la participation des femmes et l'engagement avec les fonctionnaires des services publics.

Faire entendre les voix des femmes aux niveaux local et national

La création d'un espace pour une participation égalitaire

Les femmes ont des vies bien remplies et la garde des enfants non rémunérée assumée par de nombreuses femmes signifie qu'elles sont moins enclines à entrer dans la sphère politique que les hommes. Nous pensons également que l'opinion que les femmes ont de leur capacité à participer aux processus de prises de décisions, de même que les idées préconçues sur le fait que les femmes soient capables ou non d'être de « bonnes » dirigeantes, sont tout autant influencées par les stéréotypes liés au genre au Royaume Uni que dans le monde en développement, et que surmonter cela prendra de nombreuses années. À la lumière de ces réalités, le programme d'Oxfam GB au Royaume-Uni est basé sur la conviction que les initiatives suivantes doivent être mises en place pour créer un espace pour la participation égalitaire des femmes pauvres :

- les décideurs doivent être sensibilisés à la nécessité d'écouter les femmes au niveau local, en particulier celles qui vivent sous le seuil de pauvreté⁵ ou celles qui vivent dans des communautés pauvres (cela mènera à des politiques qui s'inspirent des avis et des expériences de ces femmes, ainsi que de leur connaissance de la façon dont la pauvreté touche leur communauté) ;
- les femmes qui sont confrontées à la pauvreté ont besoin de se faire entendre des décideurs, et elles doivent apprendre à faire pression ; et
- les femmes ont besoin d'être préparées à devenir elles-mêmes des décideuses.

Le travail d'Oxfam GB en matière de leadership des femmes

Gardant en mémoire les objectifs identifiés ci-dessus, Oxfam GB et ses partenaires ont travaillé sur une série de projets qui utilisent différentes méthodes de soutien à la participation et au leadership des femmes. Parmi ceux-ci, on trouve le projet « changement au féminin », qui a pour but d'aider les femmes à comprendre qui sont les décideurs au niveau local et national dans leur contexte politique, ainsi qu'à renforcer leurs capacités et compétences pour leur

permettre d'influencer ces décideurs⁶. Partout ailleurs, Oxfam GB a guidé, à travers le projet ReGender, le renforcement des capacités de femmes vivant dans des zones urbaines et confrontées à la régénération⁷.

En plus des projets décrits ci-dessus, Oxfam GB a travaillé sur deux projets qui ont permis aux femmes de mieux comprendre les structures qui alimentent l'inégalité entre les sexes et les enferment dans la pauvreté. Ces deux projets – dont le premier se concentre sur l'alphabétisation économique et le renforcement de l'autonomie en Écosse, et le second est un projet de recherche participative sur les expériences de pauvreté auxquelles font face les femmes – ont aidé les participantes à contester ces structures et à faire entendre leurs expériences et leurs exigences aux fonctionnaires et politiciens au niveau local et national. Cet article décrit les leçons tirées de ces deux projets.

Travailler au niveau local : le projet « émancipation économique des femmes »

En 2006-2007, Oxfam a mené une série de formations en matière d'émancipation économique des femmes, en collaboration avec des agences locales, dans trois zones démunies d'Écosse : South Lanarkshire, Dundee et Inverclyde. Les formations avaient pour but de renforcer la confiance des femmes pour leur permettre d'envisager leur avenir, de mettre en évidence leurs expériences de travail rémunéré et leurs avis sur les services locaux tels que le transport et le logement, et de leur fournir une opportunité de faire entendre leurs expériences à une agence locale de soutien au travail (Routes to Work South), ainsi qu'à des prestataires de services locaux. Ces cours ont eu lieu deux jours pas semaine pendant quatre semaines et les participantes étaient recrutées par l'équipe d'Oxfam GB travaillant dans ces zones. Les cours étaient donnés par une personne possédant une vaste expérience en matière de projets de renforcement de l'autonomie. Les sessions débutaient par des discussions sur un court métrage traitant de la discrimination directe. À partir de cela, les participantes analysaient ensuite le pouvoir, ses modes d'opération, et ses impacts sur les expériences et les opportunités. Cette analyse du pouvoir et de ses impacts est un point qui fait souvent défaut dans les formations des femmes exclues au Royaume-Uni.

Aucune des participantes n'avait de travail rémunéré, mais la quasi totalité d'entre elles souhaitaient fortement travailler en dehors du foyer. Toutes faisaient face à des barrières considérables qui les empêchaient d'entrer sur le marché du travail, telles que la nécessité d'avoir des horaires flexibles ou une mauvaise estime de soi. L'équipe d'Oxfam GB est partie à la recherche des femmes les plus pauvres de la communauté, qui ne participaient généralement pas à de tels événements. Les femmes ayant participé à la formation sur

l'émancipation économique des femmes à Larkhall, dans le South Lanarkshire, ont déclaré que les sessions avaient « allumé pas mal d'ampoules pour elles » et qu'elles les avaient aidées à « [apprendre] à se relever et à être prises en ligne de compte, sans se contenter de se fondre dans le décor. »

Travailler au niveau national : le projet « Les voix de l'expérience des femmes »

En Angleterre, en 2006, Oxfam GB a travaillé en collaboration avec le Groupe britannique des femmes pour le budget (WBG) sur un projet de recherche participative avec les femmes vivant dans la pauvreté. Les objectifs étaient d'inciter les femmes à explorer leur expérience de la pauvreté, de les aider à identifier les solutions éventuelles, de leur apprendre comment s'élaborent les politiques au niveau national, et de renforcer leur confiance et compétences afin de leur permettre de rencontrer les fonctionnaires et de les amener à intégrer leurs avis et expériences dans les politiques publiques. Le WBG a contacté 12 organisations locales de femmes qui fournissent de l'information, des conseils, et du soutien aux femmes dans les Midlands anglais, à Londres et au Pays de Galles. Il a réuni 47 femmes au total lors d'une formation et il a soutenu leur participation à un séminaire à Londres où elles ont pu rencontrer des fonctionnaires de la Trésorerie du Gouvernement britannique et du Département du Travail et des Pensions, ainsi que des membres du Parlement.

La première phase donnait aux participantes l'occasion de dresser la carte de leurs expériences régionales de vie dans la pauvreté. Elles ont discuté de leurs expériences individuelles et, à partir de celles-ci, elles ont effectué des comparaisons qui leur ont permis de formuler leurs besoins collectifs. La seconde phase consistait à réunir les femmes des différentes régions afin de les aider à mieux comprendre comment sont prises les décisions au niveau du gouvernement national. Cela couvrait les structures gouvernementales de base, ainsi que d'autres facteurs qui influencent les prises de décisions. Deux sujets étaient mis sur la table pour discussion : l'un se concentrait sur les expériences des femmes ayant demandé un soutien financier de l'État, et l'autre portait sur un sujet plus vaste qui était choisi par les participantes. Parmi les thèmes qui furent soulevés, il y avait l'isolement, les enfants et leurs modes de garde, l'emploi et l'éducation, la santé physique et mentale, et la « loterie du code postal⁸ ». En travaillant de cette façon, les femmes impliquées ont eu un véritable sentiment de solidarité.

Les leçons

Les femmes pauvres ont besoin d'un soutien pratique et financier supplémentaire

On ne mettra jamais suffisamment l'accent sur le fait que les femmes pauvres ont besoin d'un soutien supplémentaire pour se faire entendre d'une sphère publique, quelle qu'elle soit. En premier lieu, elles ne font généralement pas partie des réseaux établis qui organisent la circulation de l'information, tels que les bulletins d'information de la communauté ou les panneaux d'affichage des garderies et des crèches. À la lumière de cela, dans le cadre du projet d'émancipation économique des femmes en Écosse, Oxfam GB a recruté des participantes par le bouche-à-oreille et via les annonces communautaires normales. Afin de s'assurer que leur participation soit aussi commode et peu coûteuse que possible, les femmes ont reçu des coupons compensatoires de participation pour une valeur totale de 50£ négociés par Oxfam GB auprès du Conseil de South Lanarkshire. De plus, elles ont bénéficié d'un transport aller-retour en taxi, de gardes d'enfants organisées et payées, et d'un déjeuner. Le cours était intensif et organisé de manière à correspondre aux horaires d'école, et n'interférait pas avec les heures prises en compte pour le calcul de leurs allocations d'État⁹. Oxfam GB sait par expérience que ces méthodes permettent d'assurer la participation des femmes qui, sinon, ne pourraient pas s'impliquer en raison de leur situation familiale et financière.

Le projet « Les voix de l'expérience » a identifié les organisations clés qui travaillent avec des femmes vivant dans la pauvreté et a coopéré avec ces organisations afin d'identifier les femmes qui seraient intéressées de participer. Des accords sur la prise en charge des transport et des gardes d'enfants avaient également été convenus, mais vu l'étendue géographique plus vaste du projet (le Pays de Galles, les Midlands anglais et Londres), certaines femmes ont trouvé que le voyage à Londres pour rencontrer des fonctionnaires et y passer la nuit représentait un engagement de temps trop important. D'autres femmes, qui ont su organiser les gardes d'enfants pour ce laps de temps, l'ont ressenti comme une pause bienvenue. Les lignes directrices éthiques du projet recommandaient que les femmes soient invitées par deux par deux, ou avec un employé du projet, plutôt que de venir toutes seules, afin qu'elles ne se sentent pas isolées et sans soutien. Le problème de la rémunération du temps consacré bénévolement au projet, que ce soit lors de réunions ou de voyages, par les femmes comme par les structures organisatrices, n'a été résolu que partiellement. Les participantes étaient payées en fonction de leur temps, mais les organisations impliquées dans la mise en place et l'organisation des réunions ont estimé que les fonds qui leur avaient été alloués étaient insuffisants, étant donné le temps nécessaire pour l'organisation de ces événements.

Renforcer la solidarité parmi les femmes

Notre expérience de travail avec des groupes de femmes établis ou naissants à travers le Royaume-Uni nous a enseigné que nous ne pouvons pas supposer que les femmes aient le sens de la solidarité partagée. Ceci est dû en partie au fait que la discrimination à l'encontre des femmes est moins visible que dans d'autres pays, et aussi au fait que le féminisme est aujourd'hui ancré dans l'esprit du public comme quelque chose de dépassé et d'extrême. Selon de nombreuses femmes avec qui nous avons collaboré, les appels pour l'égalité entre les sexes reviennent à « brûler son soutien-gorge », comme dans les années 1970, et elles ne voient pas le besoin de se réunir en tant que femmes. Dans le cadre du projet ReGender mentionné ci-dessus, les groupes tout juste formés pour examiner les questions liées au genre et pour faire pression sur les décideurs de la régénération ont réalisé petit à petit qu'il était nécessaire de se poser la question : que font les hommes dans notre communauté ? Elles se sont rendu compte que, en tant que femmes, elles partagent les mêmes barrières et problèmes, mais elles ont également constaté qu'elles étaient très actives dans des activités communautaires non rémunérées telles que l'organisation des gardes d'enfants et d'événements pour les jeunes, ainsi que l'éducation des adultes. En outre, elles ont réalisé que, dans l'ensemble, les hommes ne participaient pas à ces activités. Dans le nord du Pays de Galles, les femmes sont allées questionner des hommes qu'elles connaissaient : pourquoi les hommes ne prêtent-ils pas main forte ? L'un d'entre eux a répondu que certains hommes s'occupent tout autant que les femmes de garder les enfants, de les emmener et les reprendre à l'école, des travaux ménagers, alors pourquoi ne sont-ils pas impliqués dans la communauté ? Certains hommes interrogés se sont joints aux activités communautaires planifiées.

Faire face aux stéréotypes liés au genre

En Grande-Bretagne, tout comme dans le reste du monde, les stéréotypes de genre contribuent fortement à l'idée que les femmes (et les hommes) se font de qui elles sont et des activités qui sont appropriées pour elles. En Écosse, la Commission pour l'égalité des chances¹⁰ a récemment mené une étude sur la ségrégation professionnelle qui a montré que les femmes se forment plus facilement pour devenir auxiliaires de puériculture (mal rémunérées), mais pensent rarement à devenir mécaniciennes (mieux rémunérées)¹¹. Pour tenter de faire face à cela, Oxfam a collaboré en Écosse avec des fonctionnaires de South Lanarkshire qui fournissent des conseils d'orientation professionnelle aux filles et garçons dans le milieu scolaire. Jusqu'à ce que le membre de l'équipe d'Oxfam GB qui assistait aux séances de conseil leur en fasse part, ces fonctionnaires n'étaient pas conscients que les conseils qu'ils donnaient aux filles les conduisaient vers des emplois « féminins » mal rémunérés et stéréotypés, tels que des travaux en magasin ou de

coiffure, et les garçons vers des emplois mieux rémunérés, tels que la charpenterie ou la plomberie, ou d'autres apprentissages. Après avoir pris conscience de cela, bon nombre ont accepté ce fait et ont donc essayé de changer leur manière de répondre à leurs clients.

Aider les femmes à se faire entendre

Les femmes ont non seulement besoin d'avoir confiance en elles pour croire qu'elles ont quelque chose à apporter, qu'elles *peuvent* faire d'autres choix, et que les décideurs doivent écouter leurs expériences, mais elles doivent également être encouragées à apporter cette contribution.

Les efforts de renforcement de la capacité des femmes se sont révélés très efficace pour aider les femmes à gagner de la confiance en elles, pour les aider à comprendre que leurs problèmes sont créés par des structures et ne sont pas de leur faute, et qu'elles ne sont pas seules, et pour les aider à comprendre comment se créent les politiques.

Dans le cadre du projet d'émancipation économique des femmes en Écosse, le facilitateur a tenu à commencer la formation par une discussion sur la nature du pouvoir et de l'influence. Grâce à cela, les femmes ont compris que le pouvoir était un problème, et qu'elles devaient s'impliquer. Non seulement elles se sont rendu compte que bon nombre de problèmes auxquels elles sont confrontées étaient dus à leur propre manque de pouvoir pour faire des choix de vie, mais elles ont également réalisé qu'il leur était difficile de mettre au défi d'autres personnes occupant des positions de pouvoir. Par exemple, à Larkhall, une des zones ciblées par le projet, les femmes ont réalisé qu'elles pouvaient mettre au défi les écoles de leurs enfants afin que celles-ci fournissent des sorties scolaires tout frais compris qui ne stigmatisent pas les enfants les plus pauvres ne pouvant pas y assister car leurs parents ne sont pas en mesure de payer. Se sentir capable de faire face aux personnes qui organisent les services pour leurs enfants était un vrai pas en avant pour ces femmes en termes de confiance en soi et de compétences, tout comme l'opportunité de faire connaître fermement leurs opinions aux centres locaux de conseils professionnels.

Dans le cadre du projet « Les voix de l'expérience des femmes », les participantes écrivaient leurs expériences et pensées sur des bouts de papier coloré. Ces messages ont ensuite été assemblés en patchwork, pour que les femmes se sentent connectées et que leur sentiment d'avoir des problèmes communs soit renforcé. Les femmes ont non seulement mis en lumière leur droit à un revenu décent, mais également le droit au respect et à la dignité que leur confèrent leurs contributions non rémunérées à la société.

Encourager les plus puissants à écouter les femmes pauvres ?

Il y a deux aspects au renforcement de l'autonomie : le renforcement de la confiance en soi et des compétences des personnes qui occupent

des positions exemptes de pouvoir, et le fait de s'assurer que ces dernières soient capables d'occuper une position où elles puissent dialoguer sur un certain pied d'égalité avec les personnes qui ont le pouvoir de prendre des décisions qui affectent leur vie. Cet article a décrit des initiatives portant sur le premier aspect ; nous avons encore beaucoup à apprendre en ce qui concerne le deuxième. Nous devons consacrer autant de temps à préparer les décideurs pour que ces derniers soient en mesure d'écouter, qu'à renforcer les compétences et la confiance des femmes pour qu'elles se sentent capables de faire entendre leur voix. Il s'agit d'un équilibre délicat à atteindre : confronter les femmes à des décideurs qui ne les prennent pas au sérieux peut leur donner le sentiment de n'avoir aucun pouvoir, ou les mettre en colère, ou les deux. Dans le cadre des projets décrits ci-dessus, Oxfam GB a tenté de préparer les deux parties avant leur rencontre, afin que ces réunions soient aussi productives que possible. Mais cela a donné des résultats mitigés.

Dans le cadre d'un projet plus vaste mis en œuvre en Écosse et ayant pour but d'influencer des fonctionnaires et décideurs afin d'intégrer le genre dans les prestations de services, Oxfam GB a collaboré avec Routes to Work South, un service local de conseils professionnels à South Lanarkshire. L'objectif était de préparer les bases pour que Routes to Work South soit en mesure « d'écouter » ce que les femmes avaient à dire sur leurs besoins et expériences, au cours de sessions organisées dans le cadre du projet d'émancipation économique des femmes, ce qui en a fait une expérience relativement positive pour les femmes qui y ont participé. Vu que les femmes connaissaient Routes to Work South en tant qu'agence locale, et étaient au courant de son travail dans la région, elles ont pu faire des suggestions, connaissant les impacts de ces services sur des femmes comme elles. De la même manière, dans le cadre du projet antérieur d'Oxfam GB « Faites-vous entendre », une série de réunions entre les fonctionnaires et les organisations de lutte contre la pauvreté ont mis en place, avant le commencement du projet, les principes d'une participation efficace (donner du temps, fournir un soutien financier aux personnes qui font face à la pauvreté afin de leur permettre de participer, écouter réellement les participants, et faire suivre cela par des actions). Vu que les fonctionnaires comprenaient mieux *comment* écouter les personnes, la consultation fut plus large et plus fructueuse que prévu et certaines des priorités identifiées par les personnes confrontées à la pauvreté ont été intégrées dans le Plan national britannique pour l'inclusion sociale en 2006.

Dans le cadre du projet « Les voix de l'expérience », les membres de WBG ont pu contacter des fonctionnaires et des membres du Parlement qu'ils connaissaient, afin de les persuader de rencontrer les femmes. Malheureusement, plusieurs membres du Parlement, qui avaient promis de venir, se sont désistés en dernière minute, en décevant plus d'une. On est confronté couramment à ce genre de

chose lorsqu'on veut faire changer le monde, mais pour des femmes qui n'ont aucune expérience de ce genre de travail, il s'agissait d'un affront. Les femmes ont également pris conscience du fait que, même si les fonctionnaires estimaient que leur rencontre en face à face avait été gratifiante, le fossé entre ce qui est politiquement réalisable en matière de changements du système d'allocations et ce qui, selon les femmes, est nécessaire pour réduire la pauvreté, est énorme et semble difficile à surmonter.

Conclusion : la continuité du rôle d'Oxfam GB au Royaume-Uni

Qu'est-ce qu'Oxfam GB peut offrir pour la promotion du leadership des femmes au Royaume-Uni, et est-ce durable ? Certaines réponses à ces questions sont liées au positionnement du programme d'Oxfam GB de lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni par rapport à d'autres organisations et agences de lutte contre la pauvreté actives au Royaume-Uni.

Les femmes et les fonctionnaires locaux impliqués dans les projets sont souvent surpris, mais très satisfaits, d'apprendre qu'Oxfam GB n'est pas impliquée dans ce travail dans le but de « cocher les cases », et ne cherche pas seulement des résultats à court terme. Nous sommes en mesure de fournir des ressources à petite échelle, sans conditions, selon des modalités déterminées par les femmes elles-mêmes. Étant donné que nos projets au Royaume-Uni sont à une échelle relativement petite, nous fournissons un soutien durable et flexible.

Ceci étant dit, nous continuons à nous interroger sur la durabilité de ce travail, pour nous, ainsi que pour les partenaires que nous soutenons. Au Royaume-Uni, en comparaison avec d'autres organisations et agences, nous disposons de relativement peu de ressources, mais là où nous sommes en mesure d'apporter de la valeur, et là où nous disposons d'une équipe déjà sur place, le travail d'Oxfam GB peut avoir un impact à plus long terme. Par exemple, dans le cadre du projet d'émancipation économique des femmes, nous avons travaillé dans trois zones d'Écosse, dans lesquelles les membres de l'équipe d'Oxfam GB étaient déjà engagés et où nous avions déjà des relations avec d'autres organisations et une expérience bien établie en matière de travail sur la problématique du genre dans les zones de régénération. Un autre défi auquel nous, ainsi que nos partenaires, sommes confrontés, réside dans le fait que le renforcement de la capacité des femmes au niveau local demande beaucoup de ressources. Par exemple, le WBG, en tant que réseau de femmes intéressées par l'analyse des politiques et la problématique du genre, a constaté qu'il était mal préparé pour faire face au degré et à l'intensité du soutien à fournir non seulement aux femmes, mais aussi aux organisations partenaires avec lesquelles il a travaillé sur le projet « Les voix de l'expérience ».

Nous allons surveiller les résultats des projets décrits afin d'établir de manière plus claire si nous contribuons à un véritable changement à long terme en matière de participation des femmes et de leur accès à des positions de leadership. Cela dit, nous prévoyons de continuer à travailler avec les femmes pour que progresse leur situation en matière de leadership économique et politique, car nous pensons que ce facteur est au cœur de la réduction de la pauvreté en Grande-Bretagne.

Notes

- ¹ Women's Budget Group (2005) 'Women's and children's poverty: making the links', www.wbg.org.uk/documents/WBGWomensandchildrenspoverty.pdf (dernière consultation en novembre 2007).
- ² New Policy Institute (s.d.) 'The Poverty Site', www.poverty.org.uk (dernière consultation en novembre 2007).
- ³ New Policy Institute *ibid.* Women and Equality Unit (s.d.) 'What is the pay gap and why does it exist?', www.womenandequalityunit.gov.uk/pay/pay_facts.htm (dernière consultation en novembre 2007).
- ⁴ Au Royaume-Uni, toutes les personnes ayant un emploi rémunéré contribuent une part de leur revenu au régime d'assurance nationale. En retour, les personnes ont droit aux allocations d'Etat. Certaines d'entre elles, telles que les soins de santé gratuits couverts par le Service national de santé et les allocations familiales, sont disponibles pour tous, quel que soit le montant des contributions à l'assurance sociale. D'autres, dont les pensions, dépendent du montant des contributions faites par les personnes au cours de leur vie.
- ⁵ Le « seuil de pauvreté » ne correspond pas à une définition exhaustive de la pauvreté. Tout comme dans d'autres pays développés, la pauvreté est un problème complexe au Royaume-Uni, lié non seulement à la capacité des « individus » et des « familles » à avoir accès à un revenu, mais également à leur capacité à accéder à un crédit, ou d'économiser pour l'avenir. Pour de plus amples informations, visitez www.oxfamgb.org/ukpp/poverty/thefacts.htm (dernière consultation en septembre 2007).
- ⁶ Pour de plus amples informations à propos du projet « Engendrer le changement » et de l'organisation partenaire d'Oxfam, voir www.oxfamgb.org/ukpp/equal/engenderingchange.htm (dernière consultation en novembre 2007).
- ⁷ Les projets de régénération, généralement financés par le gouvernement, renouvellent des bâtiments, des routes, des équipements publics et des aménagements communautaires qui sont à l'abandon et situés dans des quartiers pauvres. Les femmes pauvres ont peu d'influence sur la planification et la mise en œuvre de ces projets. Le projet ReGender a permis aux femmes de se rendre compte qu'elles doivent être solidaires et qu'elles ont des problèmes en commun. Il a aidé les femmes de trois zones de Glasgow, Llandudno et Manchester à faire pression sur les décideurs pour que leurs besoins soient reconnus et pris en compte dans le design urbain et la livraison de services publics, tels que l'aide à l'emploi, le transport et le développement économique. Pour de plus amples informations à ce sujet, voir www.oxfam.org.uk/resources/ukpoverty/oxfamwork.html (dernière consultation en décembre 2007).
- ⁸ La « loterie du code postal » est une expression utilisée afin de décrire la fourniture irrégulière de services publics au Royaume-Uni; dans les zones pauvres, ceux-ci sont moindres et de moins bonne qualité, et les personnes qui vivent dans ces zones se sentent méprisées et trouvent que les fournisseurs de services les traitent avec moins respect.

⁹ En Grande-Bretagne, les personnes qui réclament les allocations de l'État ne peuvent travailler qu'un maximum de 16 heures par semaine si elles veulent conserver leur droit à des aides financières tels qu'un soutien de revenu de la part du gouvernement.

¹⁰ La Commission pour l'égalité des chances fut créée à l'origine afin de surveiller la mise en œuvre de la Loi sur la discrimination sexuelle (1975) et la Loi sur l'égalité de rémunération (1970). Elle est maintenant la principale agence à s'insurger contre la discrimination sexuelle et l'inégalité entre les sexes au Royaume-Uni. Elle a récemment été rattachée à la nouvelle Commission pour l'égalité et les droits de l'homme. (www.eoc.org.uk).

¹¹ EOC Scotland (2006) 'Occupational segregation in Scotland – progress report', Glasgow: EOC Scotland, disponible sur : www.eoc.org.uk/PDF/Occ_seg_in_Scotland_progress_report_1_Aug_2006.pdf (dernière consultation en octobre 2007).

Photo de couverture : Chris Worall/Oxfam

© Oxfam GB, Juin 2008

Cet article a été rédigé par Sue Smith. Ses remerciements vont à Louise Falconer (projet Engendering Policy in South Lanarkshire), Nikki van der Gaag (évaluatrice, projet participatif Women's Budget Group) et Zoe Smith (directrice du projet ReGender) pour leurs conseils et soutien. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-015-8. Cet article fait partie d'une série intitulée **Agir pour le leadership et la participation des femmes**, disponible pour achat d'qui peut être achetée auprès d'Oxfam Publishing - www.oxfam.org.uk/publications

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tel : +44.(0)1865.473727
Courriel : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk